

# La migration légale intra-européenne

**Un aperçu des  
instruments  
juridiques  
actuels**



# De quoi s'agit-il?

Cette brochure traite de ce qui est actuellement l'unique mécanisme de migration légale intra-européenne pour les personnes déplacées ayant un titre de séjour européen. Nous soutenons les voies de migration légales rendues possibles grâce à des procédures de demandes de visas pour apprentissage ou service volontaire.

Les exigences, les différentes étapes et le cadre juridique à prendre en compte seront présentés ici de manière explicite et pratique. La migration légale par la procédure de visa peut être une alternative prometteuse à la procédure de Dublin ou au séjour illégal en Allemagne. Avec ce livret, nous espérons informer davantage de personnes sur cette voie possible de migration légale et permettre ainsi à davantage de personnes sur cette possibilité de migration légale.

## **A qui s'adresse ce livret?**

Cette brochure s'adresse principalement aux personnes qui soutiennent les réfugié(e)s en Europe (travailleurs sociaux, assistants ou experts légaux, agences sociales, activistes, familles et amis) et qui souhaitent contribuer à légaliser ou stabiliser le séjour permanent des réfugié(e)s; ainsi que se familiariser avec le cadre juridique et avec les conditions et exigences en matière de visa prévues par les lois §§ 16a, 19c, 19e AufenthG. En outre, cette brochure permet également d'informer les réfugié(e)s sur leurs droits et les alternatives possible de migration légale à leur disposition.

# Table des matières

## 04

### Définition du public cible

Qui peut bénéficier de cette solution légale de migration intra-européenne?

## 05

### Contexte

Le Règlement de Dublin III et ses conséquences sur la vie des personnes réfugié(e)s

## 06

### Migration légale

Quelles possibilités y a-t-il pour la migration légale?

- 07 Service volontaire
- 08 Apprentissage
- 09 Stage

## 10

### La procédure de visa

Comment fonctionne la procédure de visa? Quelles sont les exigences à prendre en compte?

- 11 Les particularités pour les réfugié(e)s dublinés
- 12 Quels sont les documents qui doivent être présentés à l'ambassade?

## 13

### Informations supplémentaires

- 14 Que signifie «garantir les moyens de subsistance»?
- 14 Déclaration d'engagement
- 14 Comment fonctionne «l'examen des priorités» exercé par l'agence pour l'emploi allemande?
- 15 Y a-t-il d'autres possibilités pour pouvoir séjourner en Allemagne?
- 15 Loi d'immigration en Allemagne – qu'est-ce qui a changé?

## 16

### Soutenir la migration légale

Comment puis-je soutenir les réfugié(e)s dans la procédure de la migration légale?

- 17 La recherche d'un service volontaire ou d'un apprentissage
- 17 Aide à la garantie des moyens de subsistance

## 19

### Exemples concrets

- 18 Exemple concret 01: La migration légale comme alternative à la migration irrégulière ou d'autres procédures d'asile.
- 19 Exemple concret 02: La migration légale en dehors de la procédure de Dublin

# Définition du public cible

## Qui peut bénéficier de cette solution légale de migration intra-européenne?

La possibilité de migrer légalement par le biais de la procédure de visa peut être offerte à ❶ les réfugié(e)s soumis à la procédure de Dublin en Allemagne pour lesquels un autre État membre est responsable, conformément au règlement Dublin actuel (Dublin-III, de plus amples informations sur la loi sont fournies dans la section suivante) ou conformément au §29, section 1, n° 2 du code allemand de l'asile (pour les réfugié(e)s bénéficiant d'une protection internationale dans un autre État membre de l'UE). En outre, le groupe cible est composé par ❷ les réfugié(e)s qui résident en Allemagne de manière irrégulière, c'est-à-dire qui n'ont pas de permis de séjour allemand, mais qui sont également considérés comme étant traités en vertu du règlement Dublin-III ainsi que par ❸ les réfugiés qui résident toujours dans l'État membre concerné mais qui souhaitent émigrer vers un autre État membre de l'Union européenne.

### Importante

Pour le mécanisme décrit dans cette brochure, les réfugié(e)s doivent déjà être en possession d'un permis de séjour accordé par l'Etat membre responsable du traitement de la demande, et des documents de voyage valides (passeport ...).

# Contexte

## Le règlement Dublin-III et ses conséquences sur la vie des réfugiés

Le règlement de Dublin détermine, selon une hiérarchie de critères, quel État membre est responsable de l'examen d'une demande d'asile. Dans la plupart des cas, il s'agit du premier État par lequel les personnes franchissent la frontière de l'Union Européenne. Les Etats au sud de l'Union européenne, à savoir l'Espagne, la Grèce et l'Italie, sont les premiers concernés et les plus affectés par ce règlement, car ils ne disposent pas d'un système de protection des réfugié(e)s suffisant et leurs possibilités sont limitées. Étant donné la situation à laquelle ils sont confrontés et tenant compte de leurs propres raisons, de nombreux réfugié(e)s sont l'objet d'une forte pression migratoire et se voient obligés de se rendre dans d'autres États membres, où ils déposent une deuxième demande d'asile. Cela conduit à l'activation du règlement de Dublin, ce qui signifie que le contenu de la demande n'est pas examiné, mais une enquête sur l'État responsable est enclenchée afin de tenter d'expulser la personne vers cet État responsable.

Dans la majorité des cas, cette procédure s'accompagne de diverses restrictions telles que l'interdiction de travailler en vertu du §60 AufenthG ou la réduction d'accès aux services sociaux (dt. Leistung). Par conséquent, de nombreuses personnes visées par le règlement de Dublin ne sont souvent pas autorisées à travailler. Ces res-

trictions à l'emploi entraînent également l'impossibilité d'une légalisation par l'emploi. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle «loi sur la tolérance dans l'éducation et l'emploi (dt. Gesetz über Duldung bei Ausbildung und Beschäftigung)» en 2019, dans le cadre du Règlement Dublin, il est presque impossible pour les personnes déplacées qui réalisent un apprentissage d'avoir accès à des bourses d'éducation et à un soutien financier. La procédure de demande de visa est la seule opportunité de participer à un apprentissage en Allemagne.

Dans le cas des personnes déplacées qui ont obtenu une protection internationale dans un autre État membre de l'UE et qui ne relèvent pas du règlement de Dublin, la demande d'asile est rejetée en vertu de l'article 29 I n° 2 de la loi sur l'asile (AsylG). Les quelques mécanismes de protection, ou plutôt la possibilité qu'un autre État assume la responsabilité en vertu du règlement de Dublin, ne peuvent pas être appliqués à un/e réfugié/e, d'où la situation parfois encore plus instable de ce dernier.

### Alternative

La migration intra-européenne légale via le procédure de visa est une alternative prometteuse à la procédure d'asile (ou son renouvellement) et au séjour irrégulier en Allemagne.

# Migration légale

## Quelles sont les possibilités existantes pour migrer légalement?



L'objectif de cette brochure est de présenter les différentes voies de migration légale et de les rendre accessibles. Les possibilités présentées diffèrent dans leur durée et dans leurs exigences légales, donnant l'occasion à la personne réfugiée de comparer ses attentes à la réalité des faits et d'effectuer un choix éclairé.

Durant un service volontaire, il est possible de travailler dans une institution pédagogique, sociale ou religieuse. La durée moyenne est d'un an mais elle peut varier entre 6 et 24 mois. Le service volontaire n'est pas une formation à l'emploi, mais il peut être utilisé comme un tremplin pour apprendre la langue et créer un réseau de contacts. Il s'adresse d'ailleurs à une main

d'oeuvre non-qualifiée. C'est pour cela qu'il est souvent plus facile de trouver un service volontaire, puis une formation professionnalisante.

Un apprentissage dure deux à trois ans et est complété par une certification qui donne accès à une profession. Une fois la formation terminée, il est plus facile de trouver un emploi dans la plupart des domaines. Cependant, dans la majorité des cas, l'entreprise de formation exige une connaissance préalable de la langue (e plus souvent de niveau B1) ainsi que la capacité de suivre des cours et de passer des examens écrits. Des compétences linguistiques de base sont donc nécessaires.

## Service volontaire

Le service volontaire est particulièrement adapté aux réfugiés dont les connaissances en allemand ne sont pas encore suffisantes pour une formation et à ceux qui ne disposent pas encore du réseau nécessaire en Allemagne pour effectuer un apprentissage.

### Critères du volontariat

- **Durée:** généralement 12 mois (délai officiel possible : 6-24 mois)
- Habituellement, c'est un emploi à temps plein avec le droit à des jours de congés régulièrement
- Divers séminaires de formation sont organisés pour les volontaires
- L'assurance sociale est fournie par l'employeur
- 414 € par mois est versé au volontaire
- Le logement peut être parfois pris en charge, mais ce n'est pas obligatoire.

### Caractéristiques pour obtenir le visa

- Le service volontaire national est défini au §19c AufenthG (Acte de résidence) et renvoie à l'ordonnance sur l'emploi. En outre, les dispositions suivantes s'appliquent : si un logement et de l'argent de poche (et des vêtements de travail) sont disponibles, les moyens de subsistance de la personne sont considérés comme assurés.
- Selon la loi §14 BeschV (Règlement allemand sur l'emploi), il n'est pas nécessaire de prouver au niveau local qu'un

chercheur d'emploi allemand qu'un ressortissant d'un pays de l'UE pourrait occuper ce poste (allemand: Vorrangprüfung)

- Officiellement, aucune compétence linguistique n'est requise

### Cas particulier

Le CES (Corps Européen de Solidarité) propose des services volontaires entièrement financés d'une durée comprise entre 2 et 12 mois qui peuvent être proposés par des institutions accréditées. La base juridique est le §19e AufenthG (code allemand du séjour). Des conditions similaires à celles décrites précédemment doivent être remplies en ce qui concerne les exigences et les caractéristiques.

Néanmoins, la législation allemande ne rend pas le CES accessible aux réfugiés bénéficiant d'une protection internationale. Ces réfugiés n'ont que la possibilité d'effectuer un service volontaire de deux ou trois mois en raison de l'entrée possible sans visa.

### Par conséquent

Le passeport et le permis de séjour (ou la preuve de la demande de renouvellement) doivent être valables à l'arrivée pour la durée du service volontaire, plus 6 mois supplémentaires. of the voluntary service plus an additional 6 months!

# Apprentissage

La formation professionnelle en apprentissage permet le transfert de compétences pratiques, connaissances et compétences applicables pour l'exercice d'une profession spécifique. Il est adapté particulièrement aux personnes qui ont des connaissances linguistiques de base et qui savent déjà quel emploi elles veulent occuper plus tard.

## Caractéristiques de l'apprentissage

- **Durée:** entre 1 et 3,5 ans
- En général, c'est un emploi à temps plein avec le droit à des vacances régulières.
- L'apprentissage comprend des parties théoriques et pratiques. Ainsi, il y a des phases de travail pratique effectuées au sein de l'entreprises, et des phases d'apprentissage théorique en école.
- La plupart des formations (mais pas toutes, p. ex. celle pour les enseignants de maternelle) sont remboursées. Le montant des salaires varie d'une organisation à l'autre.
- La sécurité sociale est fournie par l'employeur
- L'hébergement n'est pas fourni dans la plupart des cas.
- Cette section ne s'applique pas seulement à la formation classique de trois ans («formation qualifiée»), mais également aux formations de courte durée (par exemple une formation d'infirmière auxiliaire).

## Caractéristiques du permis de séjour

Les moyens de subsistance peuvent être prouvés par un contrat d'apprentissage, un contrat de travail pour un «mini job», un compte bloqué, une lettre d'engagement et/ou une confirmation écrite déclarant

qu'une partie des dépenses de subsistance sera assurée par un tiers.

- Dans le cas d'un compte bloqué, seul le montant manquant doit être payé. Si tel est le cas, cependant, le montant exigé doit rester disponible sur le compte bancaire pendant de la formation et être régulièrement rétabli par versement ou mise en banque (voir l'exemple pratique 02)
- Les moyens de subsistance sont considérés comme assurés si la disponibilité d'au moins 744€ (net) ou 929€ (brut) par mois peut être prouvée.
- L'Agence fédérale pour l'emploi (BfA), conformément à l'article 39 de l'AufenthG (Code de résidence allemand), procède à un examen qui doit prouver au niveau local qu'aucun chercheur d'emploi allemand ou ressortissant de l'UE ne serait qualifié et candidat pour occuper ce poste. Dans le passé, la BfA s'est généralement montrée très généreuse dans le cas de formations en apprentissage.
- Il faut démontrer un niveau de langue B1 sauf si l'employeur a déjà vérifié le niveau suffisant d'allemand ou si un cours d'allemand préparatoire est prévu.

En cas de service volontaire national antérieur, la procédure de visa n'est pas nécessaire et le visa pour le service volontaire peut être directement transformé en un permis de séjour par l'intermédiaire du bureau local des étrangers. Les exigences mentionnées précédemment (notamment les compétences linguistiques, les moyens de subsistance) sont alors, dans la plupart des cas, non ou moins strictement examinées.

# Cas particulier des stages (Hospitationspraktikum)

Ce que l'on appelle «Hospitationspraktikum» (stage d'observation) en Allemagne est particulièrement intéressant pour les réfugié(e)s qui se trouvent encore dans le pays d'origine en Europe et qui ont donc peu de connaissances de la langue allemande, aucun réseau de soutien et ne connaissent pas le contexte allemand.

## Caractéristiques du stage

**Durée:** trois mois au maximum. Le stage peut donc être effectué dans le cadre d'un séjour sans visa conformément au code frontières Schengen. Les conditions du visa Schengen permettent aux ressortissants de pays tiers de circuler dans l'espace Schengen pendant 3 mois (plus précisément 90 jours sur 180 jours). Les ressortissants de pays tiers titulaires d'un titre de séjour délivré par l'un des États membres de l'espace Schengen peuvent circuler sans visa conformément à la réglementation de l'espace Schengen.

**Exigences:** Dans ce délai maximum de trois mois, aucune activité lucrative ne peut être exercée (un stage pratique et non d'observation est considéré comme une activité lucrative).

Une solution à ce problème est le stage d'observation (Hospitationspraktikum): il ne compte pas comme un emploi et peut donc être effectué dans le cadre d'un séjour sans visa. «Assister» (allemand: hospitiieren) signifie que l'assistant apprend à connaître le mode opé-

ratoire et observe l'activité de l'employé dans son environnement de travail. En principe, il/elle n'est pas autorisé(e) à effectuer lui-même des activités.

## AVANTAGES

Accès facile car il n'est pas nécessaire de passer par la procédure de visa.

## DÉSAVANTAGES

Accès facile car il n'est pas nécessaire de passer par la procédure de visa.

Ces trois mois peuvent donc être utilisés pour s'implanter dans le contexte allemand, pour améliorer les compétences linguistiques, pour se constituer un réseau et ainsi s'ouvrir à d'autres opportunités après le stage (par exemple, un service volontaire). Par conséquent, la demande de visa peut être faite en même temps que le retour dans le pays responsable. Ainsi, un séjour plus long en Allemagne peut être planifié. Ce type de stage dans le cadre d'un séjour de trois mois sans visa n'est possible que si l'État membre initialement responsable fait partie de l'espace Schengen.

## Important

Dans certains cas, le stage peut être financé par le CES et est alors officiellement considéré comme un service volontaire.

# La procédure de visa

## Comment fonctionne la procédure de visa? Quelles sont les exigences?



Pour pouvoir effectuer un séjour avec la procédure de visa, le demandeur doit se trouver dans l'État membre initialement responsable de l'examen de sa demande d'asile. Les personnes qui se trouvent déjà (en situation irrégulière) en Allemagne doivent retourner dans cet État membre pour y demander un visa pour l'Allemagne.

## Spécificités pour les réfugiés qui résident déjà en Allemagne\*

Les réfugiés dans le cadre de la procédure de Dublin doivent rendre leur départ transparent auprès du bureau d'immigration compétent. Le départ doit être enregistré auprès du bureau de l'immigration en tant que départ volontaire, de sorte qu'aucune interdiction de nouvelle entrée dans le pays ne soit appliquée conformément au §11 AufenthG (Code de résidence allemand), comme c'est le cas pour les expulsions. En effet, avec les interdictions de nouvelle entrée, les personnes ne sont pas autorisées à retourner en Allemagne pendant un certain temps, ce qui doit bien sûr être évité.

Dans ce cas, une autorisation préalable de l'autorité d'immigration doit être obtenue conformément au §31 AufenthV afin de réduire le risque de rejet lors de la demande. Une décision positive après examen par l'Agence fédérale pour l'emploi (voir p. 14/15) est requise et doit de préférence être demandée directement sur place et soumise ensuite au bureau de l'immigration.

### Explication

Dans le cas des réfugiés dans le processus de Dublin, le consentement du bureau de l'immigration est toujours requis, étant donné que la personne «soit a déjà obtenu un permis de séjour, [...] soit a séjourné en raison d'un accord (dt. Duldung) ou d'un titre de séjour à des fins spécifiques sur le territoire fédéral ou si elle a fait l'objet

de mesures d'annulation de permis de résidence» (§31I2c AufenthV).

Lors de la demande de visa, l'ambassade doit donc soumettre celle-ci au bureau de l'immigration et solliciter l'évaluation du bureau de l'immigration. Dans le cas d'un consentement préalable, le bureau d'immigration donnera son consentement écrit avant la demande de visa, qui pourra ensuite être présenté sur requête. Dans le pays responsable à l'origine, un rendez-vous pour une demande de visa est pris auprès de l'ambassade d'Allemagne. Etant donné qu'il y a généralement une semaine d'attente entre la prise de rendez-vous et le rendez-vous lui-même, ce lui-ci doit être pris le plus tôt possible.

Si nécessaire, un bref entretien sera mené dans le cadre de la demande pour tester les compétences linguistiques, la motivation et la volonté de retour. La disposition au retour est un aspect important pour les services allemands des affaires étrangères en ce qui concerne les séjours assez courts, comme les services de volontariat. Il s'agit de déterminer si le demandeur prévoit effectivement de quitter le territoire après le séjour prévu ou s'il est susceptible de rester illégalement.

Le prix d'une demande de visa est d'environ 75 € (depuis le 01.12.2019)



\* Geflüchtete im Dublinverfahren/ Geflüchtete im Verfahren nach §29 I Nr. 2 AsylG

L'ambassade examine la demande conformément au §5 AufenthG et, le cas échéant, fait appel à l'Agence fédérale pour l'emploi aux fins d'un examen du marché du travail («Vor-rangsprüfung») ou à l'office de l'immigration pour tout séjour antérieur en Allemagne. Il est important d'assurer les moyens de subsistance pendant la procédure de visa.

Après la procédure de demande, le visa est délivré, ce qui permet l'entrée sur le terri-toire. Sur place en Allemagne, le visa peut alors être converti permis de résidence alle-mand (à l'exception du service volontaire).

## Ces documents doivent être soumis à l'ambassade:



### **Passeport national ou document de voyage comme substitut de passeport pour les réfugiés**

à l'entrée, il doit être valable au moins 6 mois, et ne pas dater d'il y a plus de 10 ans



### **Permis de séjour de l'État membre responsable**

important: la preuve de la demande de prolon-gation est suffisante



### **Preuve que les moyens de subsis-tance sont assurés**

en fonction de l'objet du séjour, voir p. 14



### **Contrat de travail ou de formation**

selon l'objet du séjour



### **Si nécessaire, preuve des compétences lin-guistiques**



### **Le cas échéant, preuve des qualifica-tions/ diplômes**

# Plus d'informations

12  
13



Afin de faciliter la migration légale vers l'Allemagne, il est très avantageux de connaître le cadre juridique allemand. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'une per-sonne peut être efficacement soutenue. Par exemple, il existe de nombreuses fa-çons de prouver en avance comment l'on gagne sa vie sans avoir une grosse somme d'argent en réserve. Ce mécanisme et ce que l'on entend par »assurer sa subsis-tance« est expliqué ci-dessous.



## Que signifie «assurer ses moyens de subsistance»?

La garantie des moyens de subsistance fait partie, conformément au §5, des conditions d'octroi d'un visa. La personne doit démontrer qu'elle (et sa famille) peut subvenir à ses besoins et qu'elle n'aura pas besoin de l'appui du gouvernement. En règle générale, le calcul de la preuve des moyens de subsistance est basé sur le niveau de vie tel que prévu dans le SGB II (code allemand de sécurité sociale). Mais il y a des exceptions (voir aussi: service volontaire et apprentissage).

L'assurance des moyens de subsistance peut être prouvée en fonction de l'objectif de la résidence:

- Contrat de travail ou contrat d'apprentissage
- confirmation écrite,
- déclaration d'engagement que d'autres avantages en nature seront fournis (logement gratuit, repas au travail, etc.)
- Compte bloqué pour l'apprentissage et les études



Plus d'informations sur le compte bloqué: [kurzelinks.de/haoa](https://kurzelinks.de/haoa)

## Déclaration d'engagement pour assurer des moyens de subsistance

Un garant s'engage à prendre en charge les moyens de subsistance de la personne pendant son séjour et les frais éventuels (incluant des frais d'expulsion dans le cas

échéant). La déclaration d'engagement est valable pour une période de 5 ans et reste également valide dans le cas d'une demande d'asile. Il s'agit d'une obligation légale très importante, qui peut être très coûteuse.

## Comment fonctionne l'examen du marché du travail local par l'Agence fédérale pour l'emploi?

Dans de nombreux cas, l'Agence fédérale doit donner son consentement à l'embauche d'une personne sans passeport européen. Il vérifie les aspects suivants conformément au §39 II AufenthG:

- Le résultat du séjour de la personne aurait-il des conséquences négatives sur le marché du travail?
- D'autres personnes qui sont légalement égales au candidat en termes d'emploi sont-elles disponibles pour le poste? Ou bien d'autres personnes relèvent-elles de la législation de l'Union européenne et ont-elles droit à un accès prioritaire au marché du travail?
- Le demandeur doit-il être sur un pied d'égalité avec les salariés allemands comparables au moment de son embauche? Sera-t-il, par exemple, moins bien payé que les titulaires d'un passeport allemand qui font ce travail?



L'ordonnance sur l'emploi (BeschV) prévoit des exceptions.

## Y a-t-il d'autres possibilités pour pouvoir séjourner en Allemagne?

Cette brochure d'information se concentre sur la voie de la migration légale pour le service volontaire ou l'apprentissage. Bien entendu, il existe de nombreuses autres possibilités de résidence (§ §16 et suivants AufenthG, études, travail rémunéré, etc.). Mais toutes ces possibilités sont associées à des exigences élevées, telles qu'un diplôme d'études supérieures reconnu ou une profession reconnue, que de nombreux réfugiés ne peuvent pas fournir car souvent, ces diplômes, s'ils existent, ne sont pas reconnus en Allemagne.

En principe, la loi allemande sur le séjour n'accorde pas de permis de travail sans une formation professionnelle qualifiée (§18 AufenthG). Pour la plupart des métiers de l'apprentissage et des services volontaires, cependant, aucune qualification formelle n'est requise. Pour les personnes qui ont des qualifications appropriées, il vaut la peine de lire le reste de la réglementation.

## Droit des immigrés au travail 2020 – Qu'est-ce qui a changé?

La nouvelle loi allemande sur la migration de main d'oeuvre qualifiée (dt. Fachkräfteeinwanderungsgesetz), en vigueur depuis le 1/03/2020, implique la mise en oeuvre de changements importants et facilitera l'accès à la migration légale pour des groupes spécifiques de ressortissants de pays tiers. Par exemple, la preuve de la

préséance pour les personnes ayant une formation professionnelle qualifiée et un contrat de travail existant sera supprimée, afin qu'elles puissent venir travailler en Allemagne sans examen.

Ces changements n'affectent guère les personnes ciblées par cette brochure, puisqu'elles ne possèdent normalement pas de qualification professionnelle respective.

Cette loi rend donc possible l'obtention d'un permis de séjour pour la recherche d'une place en formation d'apprentissage, ce qui n'était pas le cas auparavant. Mais en parallèle, elle introduit des obstacles plus importants, notamment en ce qui concerne la preuve des moyens de subsistance.

# Pour ceux qui souhaitent apporter leur soutien

## Comment puis-je aider les réfugié(e)s sur la voie de l'immigration légale?



Comment les facilitateurs (travailleurs sociaux, amis, activistes, etc.) peuvent-ils accompagner les réfugiés sur la voie de la migration légale?

Bien sûr, le «besoin de soutien» varie d'une personne à l'autre, mais une aide est généralement nécessaire dans deux domaines : la recherche d'un service volontaire/apprentissage et/ou de l'assurance des moyens de subsistance. Le chapitre suivant expliquera quel peut être un soutien significatif sur ces points.



### Recherche de service volontaire/apprentissage

En tant que réfugié, il est souvent difficile de trouver des volontariats ou des apprentissages. Si cela implique le processus de migration légale via la procédure de visa, cela devient souvent encore plus compliqué pour de nombreux organismes organisant des services volontaires ou des formations en apprentissage, qui risquent donc de donner leur consentement. Il est donc extrêmement important de pouvoir expliquer le mécanisme de la migration légale avec des termes simples et, surtout, de montrer que la procédure de visa n'implique pas de travail supplémentaire pour de tels organismes. Pour beaucoup d'entre eux, il est également important de connaître davantage de personnes qui travaillent régulièrement ou sont en contact avec les réfugiés, et sont disponibles en tant que personnes contact, et qui peuvent concrètement procéder à l'accompagnement des réfugiés dans cette expérience. Le meilleur moyen d'engager des organismes dans ce procédé est souvent de rentrer en contact personnellement avec les responsables de l'organisme, pour s'engager dans une relation de confiance afin que les personnes soient plus disposées à s'impliquer dans le projet. Mais bien sûr, le démarchage téléphonique reste une option envisageable. Il est toujours préférable de ne pas discuter de la procédure de visa et de ses étapes avant qu'une première réunion n'ait déjà eu lieu.



### Appui sur l'assurance des moyens de subsistance

Le soutien financier aux personnes est le point central du rôle des aidants en ce qui concerne l'assurance des moyens de subsistance, car souvent le salaire ne suffit pas à couvrir toutes les dépenses nécessaires. Par conséquent, le solde manquant doit être assuré. Il se peut que quelqu'un dans le groupe de soutien fournisse une chambre à la personne déplacée et confirme cela par écrit. La valeur monétaire correspondant à la dépense «hébergement» serait alors soustraite au montant exigé pour les moyens de subsistance. Une autre solution peut être de placer le montant manquant sur un compte bloqué, sur lequel différentes personnes pourraient faire des dons. Les collectes de fonds ou les événements de collecte de fonds sont également une possibilité à prendre en compte.

En tant qu'association, nous ne recommandons la déclaration d'engagement que s'il existe une relation de très grande confiance. Si c'est le cas et qu'un sympathisant satisfait aux exigences (et gagne donc suffisamment), la lettre d'engagement est certainement l'option la moins complexe.

# Exemples pratiques



## 01 L'immigration légale comme alternative à l'immigration clandestine ou à une nouvelle procédure d'asile

A., originaire du Mali, est en possession d'un permis de séjour italien ainsi que de son passeport national malien. Etant en Italie depuis plusieurs mois sans emploi stable, il ne peut pas se projeter dans le futur, n'a aucune perspective et veut migrer en Allemagne. Dans un premier temps, il peut effectuer un stage de trois mois dans une institution sociale et y faire l'expérience de la vie professionnelle et du quotidien en Allemagne. Il n'a pas besoin de visa pour ce séjour car il peut voyager sans visa pendant 90 jours consécutifs sur les 180 jours annuels au sein de l'espace Schengen. Après les trois mois, le responsable de l'établissement peut être tellement satisfait du travail de A. qu'il lui proposera de faire un service volontaire d'un an avec eux. Pour cela, A. devra quitter l'Allemagne et demander un visa à l'ambassade d'Allemagne à Rome.

Comme il existe des dispositions spéciales pour le service volontaire, aucun examen du marché de l'emploi ne sera effectué et le contrat de service volontaire et de logement sera suffisant pour assurer les moyens de subsistance. A. reviendra avec son visa pour l'Allemagne. Étant donné que le visa sera délivré au volontaire pour la durée du service volontaire, il n'aura pas besoin de se rendre au bureau de l'immigration pour convertir le visa en permis de séjour.

# 02 L'immigration légale en dehors de la procédure de Dublin

B. qui vient de Syrie a un permis de séjour espagnol. Toutefois, comme il n'a pas trouvé de travail en Espagne et qu'il a de la famille en Allemagne, il est parti en Allemagne après avoir déposé une deuxième demande d'asile en raison du manque d'opportunités.

Le BAMF (Office fédéral des migrations et des réfugiés) qui a enclenché une procédure de Dublin sur la base d'une identification EURODAC, a jugé sa demande comme irrecevable et souhaite renvoyer B. en Espagne. B. a cependant très bien appris la langue pendant les mois passés en Allemagne et a une offre d'apprentissage en tant que technicien dans le domaine de la mécanique. Le bureau de l'immigration rejette sa demande de permis de travail, comme c'est souvent le cas pour les réfugiés en procédure de Dublin.

La seule option pour B. est donc de passer par la procédure de visa. Avec son contrat d'apprentissage, il entre en contact avec l'Agence fédérale pour l'emploi, qui par conséquent, fait un examen du marché du travail. L'agence conclut à un résultat positif et le communique au bureau de l'immigration, qui lui remet une autorisation préalable écrite. Avant de quitter offi-

ciellement l'Allemagne, il déclare que son départ est volontaire auprès du bureau de l'immigration. Ainsi, il ne lui sera pas appliqué d'interdiction provisoire d'entrée sur le territoire, comme c'est le cas pour les expulsions. De retour en Espagne, il dépose sa demande de visa pour un apprentissage.

## Il prouve qu'il a des moyens de subsistance de la manière suivante:

- Salaire net d'apprentissage de 350 €.
- Confirmation écrite d'hébergement pour la durée de l'apprentissage pour un montant de 250 €.
- compte bloqué d'un montant de 1728 € (explication : il manque encore 144 € par mois pour prouver son gagne-pain. Normalement cette somme doit être prouvée pour la durée de la formation, donc 3 ans, mais comme que le compte bloqué a la validité maximale d'une année, dans ce cas, 12 x 144 = 1728 € sont suffisants.)

L'ambassade répond favorablement à sa demande afin qu'il puisse entrer avec son visa peu de temps après. En Allemagne, il se rend au bureau local de l'immigration, qui transforme le visa en permis de séjour à des fins d'apprentissage.



moveurope!



## Impressum

**Auteur:** Golde Ebding

**Désign du contenu:** Ann-Katrin Molnar, Bianca Wambach, Tinka Greve, Karla Kästner

**Éditeur:** migration\_miteinander e. V.

**2ème édition 2021**

Aussi disponible en anglais, italien, allemand

**Responsable pour le contenu:**

migration\_miteinander e. V.  
en.migrationmiteinander.de  
moveurope@migrationmiteinander.de

### Compte de donations

migration\_miteinander e. V.  
Deutsche Skatbank  
IBAN: DE50 8306 5408 0004 0035 00  
BIC: GENODEF1SLR

### Icons:

delivery (S. 06), identity (S. 10, 12, 18), maps (S. 12), window (S. 12, 17), read (S. 12), wrench (S. 12), magnifier (S. 17) by vectoriconset10, certificate (S. 12) by mikicon from the Noun Project

**Qui est autorisé à franchir librement les frontières en Europe? Qui n'a pas droit à la mobilité? Á qui ces personnes peuvent-elles s'adresser? Quelles sont les frontières dans l'espace Schengen et pour qui sont-elles invisibles?**

moveurope! est un projet de l'organisation allemande migration\_miteinander e. V. Nos objectifs sont de rendre visibles des situations de vie de réfugiés en Europe, ainsi que l'engagement actif pour la liberté de mouvement des réfugiés au sein de l'Union européenne. Nous avons mis au point un procédé alternatif de migration légale vers l'Allemagne: le moyen légal de migrer en Allemagne pour les réfugiés ayant un titre de séjour en provenance d'un autre pays de l'UE par le biais de la procédure de visa à des fins de formation.

Si vous êtes en faveur de la liberté de mouvement pour tous, contactez-nous - notre association est toujours heureuse de recevoir du soutien!